

*Le budget—M. Wise*

débat sur le budget. Tout d'abord, je voudrais féliciter le nouvel élu du Sud-Ouest de l'Ontario, mon voisin, le député d'Oxford (M. Halliday). Son brillant exposé de cet après-midi augure bien pour son avenir comme représentant de la vieille circonscription d'Oxford en Ontario. Il saura suivre les traces de celui qui, pendant 21 ans, a représenté cette circonscription, je veux parler de feu Wally Nesbitt.

Assis bien tranquillement, j'ai écouté avec attention le discours de 18,000 mots que le ministre des Finances (M. Turner) a prononcé le soir du budget. Le ministre a acquis la compétence voulue pour faire un bon exposé à la Chambre, et ailleurs, bien sûr, peu importe le mérite ou le contenu de cet exposé, qu'il soit bon, mauvais ou médiocre; je le salue chapeau bas et regrette qu'il ne soit pas là pour entendre mon propos. Le budget est unique dans la mesure où la préface, le préambule, les observations, l'examen de la situation internationale et les comparaisons composent le gros du texte. On passe avec la rapidité de l'éclair sur les véritables changements et ajustements. Son discours a été décrit de bien des manières et des plus variées; un budget conçu pour le consommateur; un mauvais exemple; un exercice sur la corde raide; un budget innovateur ou simplement du réchauffé.

Je n'ai pas l'intention de rejeter ce budget de but en blanc, madame l'Orateur, car certaines propositions qu'il renferme sont, pour ce qu'elles sont, à la fois nécessaires et bienvenues. La réduction de la taxe de vente sur les matériaux de construction de 11 et 12 p. 100 à 5 p. 100, les exemptions accrues accordées aux pensionnés, la détaxe des intérêts et des revenus des régimes privés de pension, sont des mesures bien maigres mais vraiment désirées et favorablement accueillies par tous. Par contre, la suppression de la taxe de vente sur les camions lourds, ainsi que sur les matériaux et l'équipement utilisés par les municipalités dans la construction de réseaux de distribution d'eau sera une occasion d'épargne pour les gouvernements municipaux qui sont aux prises avec des difficultés financières réelles, en raison notamment de leur pouvoir limité d'imposition.

Voici les questions que nous devons nous poser. Jusqu'à quel point ces propositions budgétaires seront-elles efficaces? Le budget aide-t-il assez le monde des affaires? Le budget réussira-t-il à réduire l'inflation, voire à limiter seulement les perspectives inflationnistes tant sur la scène nationale qu'internationale? Étant donné les réalisations du gouvernement à cet égard, je dois reconnaître, madame l'Orateur, que j'ai peine à partager l'optimisme du ministre. Il dit qu'il fait des efforts pour ramener le taux d'inflation en deçà de 10 p. 100. Heureusement, il est plus versé dans l'art de faire des efforts que le premier ministre (M. Trudeau) ne l'est dans celui de la lutte.

En présentant ce budget, le gouvernement a manifestement choisi de continuer ses exploits de funambule plutôt que d'aller de l'avant, affirmant ainsi son autorité, pour mater l'inflation élevée et la hausse croissante du coût des produits et services. Nous reconnaissons le fait que l'inflation est un phénomène international et que notre champ d'action est assez restreint. Nous n'avons pas tous les moyens voulus pour contrôler le coût des produits importés. Mais nous devrions aussi être prêts à reconnaître qu'un pourcentage plus élevé de l'inflation que ne veut peut-être l'admettre le ministre dépend de notre propre situation économique sur le plan des produits et services.

La décision dépend du ministre. Il a choisi encore une fois de ne pas agir, et de ce fait les Canadiens en général et les hommes d'affaires en particulier doivent nager debout

pour un temps indéfini. Espérons qu'ils survivront et ne se noieront pas en ce faisant. Oui, les forts et les riches y parviendront; mais beaucoup des autres, malheureusement, auront de nouvelles épreuves à supporter.

Il est presque incroyable que ce budget ne renferme absolument aucune mesure agricole. Ce gouvernement qui prétend poursuivre une politique destinée à accroître la production semble bien disposé à laisser les producteurs laitiers vendre leur produit à un prix égal ou inférieur au coût de production. Il semble satisfait de laisser les éleveurs de bovins vendre le bœuf 40 cents la livre, alors que tout le monde le sait le coût de production est de 60 cents; il ne tient pas compte du prix de la vache, qui se vend de 10 à 15 cents.

Le budget ne prévoit aucun dégrèvement d'impôt pour les producteurs alimentaires. Je demande au ministre quel article, dans son document de 18,000 mots, pourra encourager les producteurs à poursuivre leur entreprise et effectivement augmenter leur production. Je sais qu'il y a un chapitre du budget qui prévoit une hausse d'impôt. Le ministre a averti les planteurs de tabac du Sud-Ouest de l'Ontario qu'ils auraient encore un impôt supplémentaire à payer. Ce n'est pas la première fois que ces producteurs doivent assumer des frais supplémentaires. Trop souvent, ils ont dû essuyer des coups de ce genre du gouvernement actuel.

Le budget ne contient pas grand chose pour aider les petits exploitants ou les réconforter de la pénurie de capitaux. Un article du *Financial Post* du 23 novembre 1964, intitulé «Small Firms Necks in Tight Credit Noose», et écrit par Roger Worth, décrit avec clarté et précision la situation presque catastrophique des petits hommes d'affaires. D'après M. Worth, les petites entreprises canadiennes se tournent vers les sociétés de location, les maisons de courtage et de finance pour essayer d'échapper au resserrement monétaire. A cause des règles de crédit rigides et de la rareté de l'argent, les petits exploitants doivent payer les fournisseurs à la livraison au lieu d'avoir les délais habituels de 30, 60 ou 90 jours. On a reçu la preuve de cette situation quand un directeur de société de finance a fait savoir que le nombre de prêts aux petites entreprises allait croissant. Il a signalé que sa compagnie prête à des personnes ayant une bonne réputation de solvabilité et qui paient de 16 à 24 p. 100 d'intérêt parce qu'elles ont épuisé leurs possibilités de crédit auprès des banques. La situation n'est sûrement pas saine.

Le secteur dont je viens de parler, madame l'Orateur, est l'épine dorsale de notre économie. Son rôle est d'assurer la stabilité à l'économie et notre bien-être à tous. Il est aussi un secteur vital parce qu'il emploie environ 60 p. 100 de la population active; ces personnes ne sont pas protégées par les syndicats puissants qui peuvent défendre leurs intérêts. Rares sont ceux qui bénéficient de contrats de travail, d'indemnités de vie chère ou de dispositions d'indexation au coût de la vie.

Il faut reconnaître que certaines entreprises constituent un risque énorme; d'autres sont vouées à l'échec. Par ailleurs, les exploitations considérables, prospères et solides d'aujourd'hui ont bien souvent eu des débuts modestes et peut-être quelque peu incertains et précaires. Le manque de capital de roulement est un problème grave et le budget ne fait rien pour y remédier. La pénurie de fonds hypothécaires et les taux d'intérêts exorbitants, joints aux prix gonflés, ont beaucoup nui à la construction d'habitations, à un moment où plus que jamais nous avons besoin de logements.